



Le 06 juin 2019

GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76.84.14.33 / 01 76 84.14.34

www.cgt-renault.com - e.mail usines@cgt-renault.com

Communiqué de presse

La famille Agnelli retire son projet d'acquisition de Renault C'est la politique industrielle de Renault et de la filière automobile française qui doit désormais être à l'ordre du jour

La famille Agnelli retire son projet d'acquisition de Renault et la CGT s'en félicite. Bien au-delà de la CGT, beaucoup de commentateurs, de spécialistes du secteur automobile et même d'anciens dirigeants de Renault se sont largement exprimés sur l'horizon funeste de Renault si cette fusion avait lieu. Avec à la clé, la remise en cause probable de l'Alliance Renault Nissan.

Opération purement financière et bien éloignée d'une réelle stratégie industrielle offrant des perspectives de développement à Renault et à la filière automobile française.

Renault doit se doter de dirigeants qui ne soient plus obsédés par le niveau de rentabilité toujours plus délirant pour le profit de quelques-uns, mais par la capacité de l'entreprise à concevoir des véhicules populaires répondant aux besoins de mobilité des populations, à leur pouvoir d'achat et aux enjeux écologiques.

Dans ce domaine, l'ingénierie Renault travaille à des projets bien avancés, mais pour lesquelles la direction générale ne donne pas de suite parce qu'à ses yeux, la rentabilité bien qu'importante ne serait pas encore suffisante.

Autant de projets industriels qui peuvent se partager avec d'autres constructeurs dans le cadre de coopérations mutuellement avantageuses pour toutes les parties et pour les salariés de la filière automobile française en particulier.

Renault peut répondre aux enjeux posés dès lors où l'entreprise s'en donne les moyens en développant ses capacités propres d'ingénierie et son outil industriel. Les salariés de l'entreprise sont les meilleurs experts, les plus compétents, ceux qui connaissent les métiers et les besoins de l'entreprise à court et long terme. Avec leurs représentants syndicaux, ils doivent être au cœur de la stratégie de Renault.

L'Etat doit cesser de se comporter comme un mandataire des seuls intérêts des actionnaires, il doit entendre ce que les représentants des salariés ont à dire. L'Etat doit jouer son rôle comme actionnaire de référence de Renault pour enfin élaborer conjointement une stratégie industrielle pour l'entreprise dans le cadre d'une politique industrielle française soucieuse de développer sa filière automobile, ses qualifications et savoir-faire, et ses emplois.

En ce sens, la CGT va interpeller de nouveau l'Etat et les dirigeants de Renault avec cette fois, l'espoir d'être reçue.